

En contradiction avec sa politique basée sur "la pluralité culturelle et ethnique en Turquie", le Parti de la Justice et du Développement (AKP) essaie d'éviter la diversité et de contrôler la critique de la presse à son égard. En 2010, deux journalistes républicains de gauche ont été licenciés. Enquête.



Avoir remporté deux élections législatives, deux élections locales et deux référendums depuis 2002 a permis au Parti de la Justice et du Développement (AKP) de renforcer son pouvoir en Turquie. Ce pouvoir ne s'exerce pas seulement en politique mais dans tous les domaines, principalement celui de la presse. Cela fait gravement obstacle à la liberté des médias et est même souligné par la Commission européenne dans le rapport sur les progrès réalisés par la Turquie publié le 9 novembre 2010. Delphine Nerbollier, journaliste du quotidien suisse *Le Temps*,

a traité ce rapport dans

[son article](#)

: "La Commission de Bruxelles note toutefois un déficit en matière de liberté de la presse et relève que les « poursuites judiciaires envers les journalistes, écrivains, éditeurs et hommes politiques pour l'expression d'opinions non violentes continuent." Et cela, malgré l'existence et l'expansion "d'un débat ouvert et libre".

Un jour plus tard, le 10 novembre 2010, lors de son intervention sur *France 24*, Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre turc, a affirmé que la presse turque était la presse la plus libre d'Europe. Malheureusement, ce n'est pas le cas, explique Uğur Hüküm, journaliste de *RFI*

et correspondant du journal

Cumhuriyet

, journal républicain de gauche turc, en France : "Depuis 7-8 ans, la Turquie est dans une période de polarisation et d'uniformisation. L'AKP a adopté la tendance autoritaire et dogmatique du 19ème siècle qui est pour le monopole de l'information et contre son opposition, ainsi un système de fonctionnement où ceux qui sont pour eux gagnent". Pour l'instant, la Turquie est loin d'avoir "un débat ouvert et libre".

La preuve, c'est [un des discours d'Erdoğan](#) dans lequel il critique les patrons de groupes de presse et des chroniqueurs : "Je m'adresse aux patrons de presse. Tu ne peux pas dire : "Qu'est-ce que je peux faire? Je n'arrive pas à diriger mes chroniqueurs." Tu es responsable d'eux donc tu vas leur dire, tu n'as pas d'autre choix. (...) Dans ce cas-là, tu paies les chroniqueurs qui écrivent dans ton journal. Si demain vient le temps de se mettre en colère cela ne devrait pas te concerner. Tu vas critiquer le système et les critiques que tu feras avec tes chroniqueurs feront s'effondrer l'économie. (...) Les patrons qui prennent ces journalistes dans leurs rédactions doivent les avertir qu'ils n'ont pas de perspective d'embauche pour ceux qui déstabilisent l'économie avec leurs articles."

Peur et menace

Le pouvoir ne supporte pas les critiques. "Celui qui est neutre disparaîtra", Recep Tayyip

Erdoğan qui avait prononcé cette phrase fut sévèrement blâmé à l'époque. "Cette phrase montre la vraie idéologie de l'AKP. Il voulait dire : "Si vous n'êtes pas de mon côté, je vais vous mettre en danger", a expliqué Tanzer Ünal, patron du journal local *Kocaeli*. Qui que ce soient dans les médias, patrons de groupes de presse, chroniqueurs ou journalistes de l'opposition, tous sont fortement attaqués par Recep Tayyip Erdoğan. Pour certains journalistes, l'autocontrôle s'applique déjà, cette fois-ci beaucoup plus qu'à l'époque : "On vérifie des milliers de fois un article qui critique le pouvoir. Les journalistes ne veulent pas prendre de risque, le licenciement est facile et trouver du travail n'est pas chose aisée. Les journaux du pouvoir embauchent les journalistes qui pensent comme eux, les autres souffrent à cause des attaques du pouvoir et des amendes", commente Rahim Ak, journaliste au quotidien *Habertürk*

.

Dans son article du 28 octobre 2010, Oktay Ekşi, rédacteur en chef depuis 44 ans du quotidien *Hürriyet* et président du Conseil de la Presse, traite le projet de la loi qui éliminerait l'autorité des conseils de production pour les « sites protégés ». Il critique la politique de la production d'énergie hydroélectrique du gouvernement et conclut son article ainsi : "Vous voyez les "mérites" de cette mentalité qui vend même sa propre mère". De vives attaques ont suivi cette phrase et les militants islamistes de l'AKP ont manifesté. La réponse d'Erdoğan n'a pas tardé : "Si ça, c'est le journalisme, je ne me bagarrerai pas, je ferai la guerre". Le 30 octobre 2010, deux jours après la réaction d'Erdoğan, Oktay Ekşi a démissionné (a plutôt été obligé de démissionner) de son poste au journal [selon le site internet du quotidien national Habertürk](#)

.

Les critiques contre le pouvoir traitées dans ses chroniques, ont fait licencier à deux reprises Bekir Coşkun, journaliste républicain de gauche en 2009 et 2010, de ses postes dans deux quotidiens différents *Hürriyet* et *Habertürk*. Le licenciement plus récent de Bekir Coşkun, du 14 septembre 2010, est intervenu après que 58% des voix ont dit "oui" au référendum du 12 septembre 2010 qui vise à réduire les droits de l'armée. Bekir Coşkun était contre ce changement et toute la politique du pouvoir. Son licenciement était une des mesures prises par *Habertürk*

pour ne pas avoir de problèmes avec le pouvoir qui a remporté une grande victoire avec le résultat de référendum selon les journalistes du quotidien.

Le 29 septembre 2009, Bekir Coşkun avait déjà été licencié par le quotidien *Hürriyet*. Le groupe Doğan qui dirigeait le journal avait déjà condamné pour fraude fiscale à une amende sans précédent de 4,8 milliards de livres turques (à peu près 3 milliards de dollars) et ne voulait pas voir s'ajouter à ses ennuis financiers les problèmes d'un de ses journalistes critiquant le pouvoir. Selon le parti de l'opposition, le Parti Républicain du Peuple (CHP), l'énormité de l'amende était due à la politique d'écrasement et de menace du pouvoir.

Pendant cette guerre entre pouvoirs politique et médiatique, Erdoğan a critiqué [lors d'un discours public](#)

le comportement des journalistes du groupe Doğan qui ne dénoncent pas la fraude fiscale de leur patron : "Je m'adresse aux journalistes qui sont payés par Aydın Doğan. Mais je mets de côté les exceptions, parce qu'il y a des exceptions. Etre un journaliste objectif et indépendant veut dire aussi être indépendant de l'intérêt de votre patron. Si vous étiez indépendants, n'aurait-il pas fallu que vous jugiez les allégations sur la fraude de papier de votre patron dans vos articles ? Vous ne l'avez pas fait parce que ces allégations n'avaient pas de valeur journalistique ? La demande de tirer des bénéfices immobiliers de l'hôtel Hilton, n'avait-elle pas aussi de valeur journalistique ?". Après plusieurs confrontations avec le pouvoir, cette amende et le licenciement de ce chroniqueur ont suscité une grande polémique sur la liberté de la presse.

Bekir Coşkun a parfois été attaqué par Recep Tayyip Erdoğan. Il a récidivé et écrit dans [son article du 15 Août 2007](#)

que "si Abdullah Gül devient président de la République, il ne sera pas "[s]on" président de la République". L'attaque de Recep Tayyip Erdoğan à l'égard de Bekir Coşkun ne s'est pas fait attendre. Attaque encore plus violente pendant une émission de télé sur la chaîne privée

Kanal D

.

"Il y a des gens qui disent qu'il (Abdullah Gül, président de la République actuel) ne sera pas leur président de la République. Si quelqu'un ose dire ceci, il faut qu'il soit déchu de la citoyenneté turque. Si tu vis dans ce pays (...) le président de la République de la Turquie est ton président, le Premier ministre de la Turquie est ton Premier ministre."

Le mépris manifesté par Bekir Coşkun dans son article du 3 mai 2007 - où il qualifie de moins que rien ceux qui votent pour Erdoğan - a suscité [une virulente attaque](#) de celui-ci : "Vous aussi, vous savez qu'ils ont des médias... Ce sont des médias partisans. Avec leurs médias partisans, ils ont aussi des chroniqueurs partisans. Que font-ils là-bas ? Ils définissent mes citoyens, les citoyens qui ont voté pour le parti AKP (Le Parti de la Justice et du Développement) comme des moins que rien. Ils les appellent les moins que rien. Ceci montre comment ces personnes se considèrent. Ils n'ont rien à voir avec le peuple. Eux, ils ont des chiens de race, ils dorment avec eux, ils se réveillent avec eux. Ceci est mon opinion".

Emin Çölaşan, un des journalistes les plus importants du quotidien *Hürriyet* depuis 22 ans, a longtemps critiqué le pouvoir. Le site internet

[Medya Faresi](#)

révèle qu'après divers avertissements venus de la direction et après avoir refusé d'atténuer ses critiques, il a été licencié en 2007. "Etre licencié est un honneur pour moi", a-t-il déclaré dans une émission de télé sur

Kanal B

.

Etre fier d'être attaqué par le pouvoir n'est pas le cas de tout le monde. Certains politiciens, universitaires et journalistes républicains de gauche ont été attaqués, eux, plus violemment parce qu'ils étaient soupçonnés d'implication dans l'affaire Ergenekon, un réseau armé clandestin qui visait à renverser le gouvernement turc. Actuellement, selon le site internet de l'[Association des journalistes progressistes](#), cinq journalistes et employés des médias de gauche sont toujours en détention à cause d'Ergenekon. Ils sont encore quarante-cinq en prison depuis environ 4 ans pour différentes affaires.

Le pouvoir, DRH des journalistes

"Les partisans du pouvoir essaient de faire éloigner tous les gens qui sont dans l'opposition. Ils développent un discours basé sur leur croyance et leur idéologie et ils essaient de diffuser ce discours. Ils éduquent des gens qui pensent comme eux pour conquérir tous les médias en Turquie", a déclaré Uğur Hüküm, journaliste du quotidien républicain de gauche *Cumhuriyet*.

D'après le [Syndicat des médias, de la communication et des employées de la Poste](#), le cadre de l'Etablissement de Radio et de Télévision de la Turquie (TRT) a complètement changé. Les partisans du pouvoir suppriment, ajoutent et réunissent les cadres à leur gré pour prendre possession du TRT. Ertürk Yöndem, Baki Özilhan, Seynan Sezgin et Banu Avar, des journalistes républicains de gauche qui travaillaient à TRT depuis très longtemps ont été licenciés pendant le règne du pouvoir de l'AKP. Ainsi, selon le syndicat, ils installent à TRT des journalistes qui travaillaient dans les médias proche au pouvoir comme le quotidien *Zaman*, l'agence de presse *Cihan*, la chaîne de télévision *Kanal 7*.

Le pouvoir turc a gagné la bataille contre les médias

Écrit par Tiffanie Snop

Les islamistes "modérés" avaient déjà une dizaine de journaux, de stations de radio et de chaîne de télé. Depuis que l'AKP gouverne, ils ont acheté tous les médias d'un groupe de presse républicain qui avait six journaux dont le plus important est le quotidien [Sabah](#), une dizaine de magazines, une station de radio,

ATV

, une des chaînes de télévision les plus connues, ainsi qu'un quotidien privé

Star

et une autre chaîne de télévision privée,

Kanaltürk

. Aujourd'hui, ils sont considérés comme une force importante dans les médias turcs.

Une bataille s'est engagée entre les républicains et les "islamistes modérés". C'est la première fois que le pouvoir des républicains diminue tandis que celui des "islamistes modérés" augmente fortement. Depuis 2002, le pouvoir de l'AKP et ses médias partisans ont pris l'avantage dans cette bataille. Les autres apprennent à être précautionneux envers le pouvoir, sinon ils quittent leurs médias. Une période de transition du pouvoir pour la Turquie et aussi pour sa presse. Elle trouble malheureusement [la liberté de la presse](#) dans le pays.